



L'art d'ouvrir les fenêtres

Ventilation ➤ La ventilation des bâtiments n'est pas une mince affaire à discuter le débat d'hor au Grand Conseil autour d'une motion de René-Marie Rodriguez (ps, Estavayer) et Pierre-Alexandre Grandjean (pdc, Cully). Réagissant aux difficultés rencontrées par le CO de Cully, en construction, pour permettre la ventilation naturelle, les deux députés souhaitent assouplir le cadre légal.

Selon eux, l'automatisation n'est pas la panacée et peut être source de désagréments pour les usagers, qui préféraient aussi pouvoir ouvrir les fenêtres afin d'aérer les pièces. Beaucoup ont cependant d'introduire une charte d'utilisation des lieux afin de garantir une qualité

équivalente de l'air. Le Service de l'environnement en a aussi pris pour son grade. Nadia Sarrayr-Moser (plr, Vevey) a qualité d'analytique le rapport rendu sur la question et parlé de dogmatisme. «Je peine à comprendre cette fixation sur le label Minergie», a-t-elle déclaré, rappelant qu'au bout du compte, c'est la qualité de l'air qui prime.

Mais le conseiller d'Etat Olivier Corty a défendu le cadre légal actuel. «C'est comme si vous achetez une voiture de catégorie II et demandez de l'enregistrer sous la catégorie A en gros malin que vous mettez la pédale douce». La motion a finalement été rejetée par 53 voix contre 31 (11 abstentions). ➤ **MAC**

Micarna pourra s'installer à Saint-Aubin

Agroalimentaire ➤ Le Grand Conseil a accepté hier de vendre de terrain pour une usine de transformation de volaille.

Micarna pourra installer son nouvel atelier de transformation de volailles à Saint-Aubin, sur le site Industriel AgriCo, propriété de l'Etat de Fribourg. Le Grand Conseil a accepté hier de lui vendre du terrain par 86 voix contre 6 et 5 abstentions.

Nous avons quelques réserves. Certains députés auraient préféré que l'Etat cède le terrain au droit de superficie afin de garder la maîtrise du sol. La gauche a tenté de renvoyer l'épée à l'acquéreur pour qu'il ouvre les négociations avec

l'acquéreur. En vain. «Le Conseil d'Etat n'a pas négocié une seule seconde. Migros l'a approché, et il a dit oui. S'il est si facile à convaincre, comment fera-t-il la prochaine fois pour obtenir un droit de superficie? Ce message est dévastateur pour les futurs négociateurs, a pourtant estimé Mirjam Ballmer (p, Fribourg).

Au chapitre des inconvénients, Claude Brodard (plr, Le Miroir), rapporteur de la commission, a aussi admis que le projet n'était pas totalement en adéquation avec les critères d'implantation sur ce campus qui devrait être dédié à la création de valeur dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition

et de la bioscience. Il soulève également des doutes possibles en matière d'aménagement du territoire puisqu'un plan d'affectation communal doit encore être approuvé. Et de rappeler qu'en cas de pollution du sol, c'est le vendeur qui devra supporter les coûts. Malgré tout, «des bénéfices sont supérieurs aux inconvénients», estime-t-il. Gabriel Kelly (ps, Cortérot) souligne par exemple que le tissu économique fribourgeois ne doit pas être constitué uniquement de start-up qui risquent de faire faillite.

L'ancien site d'Blanc est composé d'environ 100 hectares en zone agricole et 27 hectares en zone industrielle.

Micarna compte acheter 9,5 hectares en zone constructible pour 225 millions, soit environ 21,4 millions de francs. L'entreprise envisage 700 places de travail, dont une partie liée à des transferts de la filière actuelle de Courtray, devenu vétuste et qui pourra être utilisé à d'autres fins après transformation.

Le conseiller d'Etat Olivier Corty a aussi indiqué hier que Micarna comptait investir près de 300 millions de francs dans sa nouvelle infrastructure, laquelle devrait permettre de traiter 40 millions de poulet chaque année. Une extension est prévue dans une deuxième phase. ➤

MARIE GEORGE

Les députés repoussent un débat sur les mesures contre la pandémie

Poussée de fièvre au Grand Conseil

➤ MARIE GEORGE

Résolution ➤ L'esprit de Noël n'a pas encore trouvé la salle du Grand Conseil, aménagée au deuxième étage du Forum Fribourg. Car hier matin, l'ambiance était plutôt tendue. La droite s'est en effet mise pour modifier l'ordre du jour et repousser un débat sur une résolution du Parti socialiste en lien avec la pandémie. Elle y est parvenue, non sans faire grimper la température entre les lignes.

Pour rappel, mardi, le Conseil d'Etat a décidé d'alléger le dispositif et de lever quelques restrictions. Les fitness et lieux de loisirs par exemple peuvent à nouveau ouvrir alors que la situation sanitaire est précaire. Fiché, le Parti socialiste a déposé dans la foulée une résolution au Grand Conseil. Il qualifie cette décision «d'irresponsable étant donné la réalité des chiffres et demande au contraire de fermer ou restreindre les activités qui doivent être tout en s'assurant que des indemnités suffisantes soient versées aux secteurs touchés.

Le Bureau du Grand Conseil, regroupant la présidence, les secrétaires et les présidents des groupes, avait prévu d'en débattre hier matin, à la première heure. Mais au nom de l'UDC, Nicolas Kelly (Basel) a proposé de reporter l'objet d'un jour.

«Suite de un peu de préparations,

Une résolution du Parti socialiste sur la pandémie est venue troubler une session en principe fort calme. Charyl Rappey (lvs)



je n'apprécie pas cette petite de position que cherche à influencer le vote», a-t-il déclaré.

Benoît Rey est alors revenu à la charge. «La situation est grave. Des gens souffrent. Et nous sommes comme dans une cour d'école. Nous devons être complets. Or, nous offrons une image ridicule».



«Calmez-vous, allez boire une tisane»

NICOLAS KELLY

Au vote, le report du débat sur la résolution socialiste a été accepté par 60 voix contre 19 et 2 abstentions. C'est dire que la résolution en tant que telle a très peu de chance de trouver une majorité aujourd'hui. Resté fort discret, le PDC a voté avec l'UDC et le PLR. Interrogé, Hubert Dailhon (Hirsling), son chef de groupe avoua le même argument. «Nous voulons prendre le temps d'analyser cette résolution», répond-il. Mais il ne cache pas que sur le fond, il refuse le texte. «Je fais confiance au gouvernement. Ce n'est pas facile, et je trouve inutile d'en remettre une couche. Nos autorités font au mieux, et on ne va pas commencer à leur dire comment travailler», explique Hubert Dailhon.

Certains députés de droite ne manquent d'ailleurs pas de relever la manœuvre électorale du Parti socialiste, influencée par Christian Lemaire, candidat au Conseil d'Etat, lequel a d'ailleurs partagé son avis sur la question sur les réseaux sociaux. ➤

Manœuvre critiquée

La première séance est venue de Chabela Müller (v-g, Fribourg). La députée s'en est prise à ses collègues qui ne respectent pas les règles d'hygiène. «Vous mettez les autres en danger. Ce matin encore, j'ai croisé six personnes qui discutent à 10 centimètres de distance, a-t-elle lâché. Benoît Rey a de son côté critiqué la manœuvre. «Le programme est de la compétence du Bureau du Grand Conseil. Nous avons eu une discussion ouverte. Il y a eu un vote. Vouloir y revenir n'aurait pas trouvé une autre majorité est un procédé contestable», estime-t-il.

Autour de la résolution, Pierre Mauron (ps, Ruz) n'a pas caché son colère. «Je m'attendais à

un justification plus étayé. Les gens donnent leur vote au hasard, sur les réseaux sociaux. Et nous? La droite n'aurait-elle pas donné son avis? La députée socialiste suspecte la droite de vouloir jouer la montre. «Elle espère que le Conseil fédéral se prononce dans l'histoire alle. Mais c'est un manque de courage politique. A votre place, j'aurais honte. On se dirait tout simplement vous peinez tout buste» Erlka

Schwyder (ps, Villars-sur-Glâne) a aussi tenté la droite à accepter tout de suite le débat. «J'en appelle à votre sens des responsabilités et de l'Etat. Ne venez pas valser quelque chose parce que ça vous déplaît. Discutons».

La droite se défend

La droite n'est pas restée de marbre. Nicolas Kelly a demandé à la gauche et plus particulièrement à Pierre Mauron de se cal-

mer et d'aller boire une tisane. Président du groupe PLR, Roland Collaud (Massonnaz) a parlé de aggricultation politiques et de «prise d'otages idéologiques». Il a également prié les socialistes de s'adresser directement à leur ministre de la Santé.

La discussion est encore ouverte lorsque la présidente socialiste Katharina Wickramasinghe a annoncé que l'ordre du

jour permettait ce débat, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, avec un programme déjà chargé et surtout son discours de clôture avant de quitter son siège à Sylvie Bonvin-Sarasinienne. Comme lors de son prédécesseur Roland Mesot qui est monté aux barricades. «Je salue la présidence, je suis surpris d'identifier vos propos. Car d'habitude, avec vous, même à 11 h 55 certaines choses peuvent encore être discutées. Et